

Depuis plus de 15 ans et de manière mensuelle, une étude sectorielle ou thématique est réalisée par les équipes ISR de Meeschaert AM en collaboration avec des partenaires associatifs. Vous trouverez ci-dessous les principaux éléments ressortis de l'analyse du mois de juin 2021 sur le secteur des services aux collectivités électricité et gaz.

Nombre d'entreprises du secteur analysées : 22

Taux de sélectivité effectif² : 65 %

Introduction

Les services de production et de distribution d'électricité et de gaz sont essentiels pour répondre à l'Objectif de développement durable n°7 « Accès à une énergie propre et abordable ». L'impact des activités ne doit pas être pour autant sous-estimé. En effet l'intensité carbone des services est très forte : au niveau mondial l'électricité est issue à plus de 60% des énergies fossiles, de même les sujets sociaux ne sont pas des moindres dans le cadre de la transition énergétique

et nécessitent d'appréhender rigoureusement les enjeux du secteur lors des analyses. La sélection d'une valeur dépendra en partie de la définition d'un plan de transition climatique et de son adéquation avec les objectifs climatiques ainsi que de la bonne gestion des activités (accessibilité, distribution continue, extension du réseau, développement des énergies renouvelable, etc.) et des employés.

ENJEUX PRINCIPAUX DU SECTEUR DES SERVICES AUX COLLECTIVITÉS ÉLECTRICITÉ ET GAZ

Décarboner la production d'électricité

Décarboner le secteur énergétique pour atteindre l'objectif 1,5°C nécessite de maintenir une croissance rapide de la production d'électricité à partir des énergies renouvelables et en parallèle de réduire significativement la combustion du charbon et du

gaz comme moyen de production. Concrètement, cela exige une réduction de 70 % à 92 % des émissions de carbone du secteur entre 2020 et 2035 et l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2040.

La transition juste

- En Europe, le secteur de l'énergie emploie 30 millions de personnes.
- Les entreprises très dépendantes aux énergies fossiles sont les plus exposées aux suppressions d'emplois. L'enjeu est de pouvoir accompagner



et développer de nouvelles compétences afin de garantir l'employabilité des personnes concernées.

- Transition énergétique rime aussi avec création de valeur ; on estime que 2,5 millions d'emplois devraient être créés rien que dans les énergies renouvelables (OIT).

Les énergies renouvelables

- Dans le monde, l'électricité provient à 23 % de sources renouvelables contre 39,3 % pour le charbon et 22,9 % pour le gaz. On estime que le renouvelable devrait dépasser le charbon d'ici 2025 au niveau mondial.
- L'hydraulique (46 %) est la principale capacité



de production renouvelable suivi de l'éolien (31 %) et du solaire (19 %).

- Des challenges liés aux énergies renouvelables existent : assurer la continuité de l'offre en électricité, le stockage, les installations (métaux rares, recyclage).

Le gaz naturel : une solution pour la transition énergétique ?

On constate que des entreprises poursuivent ou prennent la voie du gaz naturel comme stratégie de transition énergétique. Ces dernières années, plusieurs centrales à charbon ont été converties en centrales à gaz, l'adaptation des infrastructures étant relativement simple.



Le gaz naturel lors de sa combustion émet moins de CO₂ que le charbon (- 45 %) ou le pétrole (- 30 %) mais l'impact du gaz naturel ne doit pas se limiter à la combustion (fuites de méthane en amont). L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a récemment publié un rapport préconisant dès à présent l'arrêt de tout nouveau projet gazier et pétrolier si l'on souhaite atteindre le scénario 1,5°C.

Ce document est exclusivement conçu à des fins d'information par Meeschaert AM et ne saurait donc être considéré comme un élément contractuel, un conseil en investissement, une recommandation de conclure une opération ou une offre de souscription.

Nous contacter

Nicolas Gautier, Directeur de la distribution
email : ngautier@meeschaert.com - Tel : 01 53 40 23 93

Accessibilité et coût

- 1,2 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité.
- Le manque d'accès à l'électricité a des retombées négatives sur : l'éducation, la santé, l'émancipation des femmes, le développement



- économique.
- La tendance de l'accessibilité est à la hausse mais pour répondre à l'enjeu de l'énergie durable au sens large, il faudrait multiplier les investissements annuels dans les infrastructures par trois.

EXEMPLES DE VALEURS ISSUES DE LA BASE DE SÉLECTION ESG MEESCHAERT AM

Orsted : opinion ESG positive

Groupe énergétique danois détenu à 50 % par l'Etat danois, la majorité de ses activités est réalisée dans le développement, la construction et l'exploitation de parcs éoliens offshore. Orsted est aussi présent dans la production et distribution d'électricité, de gaz et de bioénergie, une minorité de ses revenus provient de l'éolien onshore (moins de 2 %).

- Chiffres clés :
 - Le chiffre d'affaires est principalement réalisé au Royaume-Uni et au Danemark
 - 6 179 employés
 - Niveau de controverse 1. Source : Sustainalytics

- Une transition fulgurante
La stratégie d'Orsted a longtemps été fondée sur une production recourant aux énergies fossiles. L'entreprise a opéré un tournant majeur et base aujourd'hui sa production énergétique sur les énergies renouvelables à plus de 90 %. L'un des principaux résultats observé à court terme est la chute des émissions de gaz à effet de serre issues des activités, cette tendance contribue à l'objectif de neutralité carbone pour 2040 fixé par Orsted. De plus, la dernière centrale à charbon opérée sera fermée avant 2023, mettant ainsi fin au recours au charbon dans les activités de l'entreprise.

RWE : opinion ESG négative

RWE est l'un des premiers groupes énergétiques européens. Sa principale activité est le négoce et la distribution d'électricité et de gaz, vient ensuite la production énergétique pour près de 16 % de son chiffre d'affaires.

- Chiffres clés :
 - La quasi-totalité des revenus sont réalisés en Europe, principalement en Allemagne et au Royaume-Uni
 - Présent dans 40 pays
 - 19 792 employés
 - 3 000 emplois dépendent du secteur du lignite (10 % des capacités de production) et seront perdus d'ici 2022
 - Niveau de controverse 2.
- Source : Sustainalytics

- Une politique charbon trop tardive
RWE appuie sa transition énergétique grâce à la récente intégration des activités renouvelables de E.ON, agrandissant ainsi sa présence mondiale dans le renouvelable. Des investissements à hauteur de 5 milliards d'euros sont prévus afin de continuer l'expansion, dont un cinquième destiné à l'Allemagne. En 2019, RWE a publié son engagement de neutralité carbone validé par l'initiative Science Based Targets d'ici 2040 (trajectoire 2°). De même, un plan de sortie du charbon prévoit une sortie en 2038 : cet objectif va à l'encontre des recommandations du GIEC qui préconise une sortie en 2030 en Europe. De plus, un manque d'information et d'engagement spécifique aux sites miniers persiste. Face à cette situation, l'avis issu de l'analyse de l'entreprise est négatif.



Focus sur la politique charbon de Meeschaert AM

- La politique suit les recommandations du scénario 1,5°C du GIEC :
 - Sortie du charbon d'ici 2030 pour l'Union Européenne et les pays de l'OCDE
 - Sortie du charbon d'ici 2040 pour le reste du monde

Toute entreprise exploitant des mines de charbon est exclue. Les producteurs d'électricité ayant un mix énergétique trop

exposé au charbon et/ou n'ayant pas mis en place de plan de sortie sont exclus.

- Dialogue actionnarial auprès des producteurs d'électricité : pour la mise en place d'un plan de sortie du charbon pour les entreprises prévoyant la cession des centrales et non leur fermeture, pour assurer une transition juste et limiter l'impact économique local.